

Brochure n° 3344

Convention collective
IDCC : 2630. – MÉTALLURGIE
(Bouches-du-Rhône et Alpes-de-Haute-Provence)

ACCORD DU 12 AVRIL 2011
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150770M

IDCC : 2630

PRÉAMBULE

La loi du 23 mars 2006 sur l'égalité salariale a fixé comme objectif aux partenaires sociaux la suppression des différences de rémunération entre les deux sexes avant le 31 décembre 2010.

Au-delà de la fixation des minima conventionnels et primes d'ancienneté, objet du présent accord, les parties signataires tiennent à affirmer leur attachement au principe d'égalité entre les hommes et les femmes, qu'elles souhaitent promouvoir.

Dans ce cadre, les entreprises de la métallurgie des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence sont encouragées à prendre dès que possible toute mesure visant à supprimer les écarts de rémunération qui pourraient être constatés.

Article 1^{er}

Taux garantis annuels à compter de l'année 2011

Les signataires décident d'instaurer, à compter de l'année 2011, des taux garantis annuels (TGA), applicables à l'ensemble des catégories de personnel fixées dans l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant, et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement, et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre.

Les valeurs du taux garanti annuel seront calculées *pro rata temporis* en cas d'embauchage, de changement de classement, de remplacement temporaire ouvrant droit à une indemnité mensuelle en application de l'article 13.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, ou en cas de rupture, intervenus en cours d'année.

1. Barème applicable

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Les entreprises devront adapter ce barème proportionnellement à l'horaire effectif collectif en vigueur ou à l'horaire contractuel du salarié concerné.

2. Assiette de comparaison des taux garantis annuels

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la prime d'ancienneté prévue par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective ;
- les primes d'incommodité prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole,

ainsi que :

- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats des entreprises ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

3. Règles de vérification

Les employeurs devront vérifier que le montant total des salaires bruts définis ci-dessus aura bien été au moins égal au montant du taux garanti annuel applicable.

Si cette vérification faisait apparaître qu'un salarié n'a pas entièrement bénéficié du taux garanti annuel auquel il a droit au titre de l'année, l'employeur lui en versera le complément en vue d'apurer son compte.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} mars 2011

Les rémunérations minimales hiérarchiques serviront de base au calcul de la prime d'ancienneté tel que prévu par l'article 9 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence.

1. Valeur du point au 1^{er} mars 2011

A compter du 1^{er} mars 2011, la valeur du point servant à déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), base de calcul de la prime d'ancienneté, et les accessoires s'y rapportant, telles que définies par l'accord national du 21 juillet 1975 et l'article 7 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence, est fixée à 4,60 € pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

2. Dérogation

Par dérogation au précédent alinéa, les rémunérations minimales hiérarchiques des salariés classés aux positions suivantes sont calculées indépendamment de la valeur du point, et sont fixées comme suit.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RMH
I	1	140	842,38
	2	145	846,95
	3	155	851,53
II	1	170	856,09
	2 (1)	180	860,66
	3 (1)	190	873,71
(1) Administratifs et techniciens.			

Ces montants forfaitaires incluent expressément la majoration de 5 % prévue dans la convention collective pour les ouvriers.

3. Barème applicable

Les rémunérations minimales hiérarchiques, découlant des points 1 et 2 correspondant à la durée légale de travail, doivent être adaptées à l'horaire réellement effectué et supporter éventuellement les majorations pour heures supplémentaires.

Le barème applicable à compter du 1^{er} mars 2011, fixé en fonction de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaires soit 151,67 heures par mois, est annexé au présent avenant.

Il tient compte des majorations de 5 % pour les ouvriers et 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par l'article 7 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective. Les rémunérations minimales hiérarchiques incluent expressément toutes les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Marseille, le 12 avril 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Provence-Alpes.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT-FO.

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels (TGA) à compter de l'année 2011

Base durée légale : 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS, ADMINISTRATIFS et techniciens, agents de maîtrise	
I	1	140	16 484	
	2	145	16 499	
	3	155	16 510	
II	1	170	16 535	
	2	180	16 547	
	3	190	16 638	
III	1	215	17 230	
	2	225	17 800	
	3	240	19 227	
IV	1	255	19 654	
	2	270	20 706	
	3	285	21 950	
			Administratifs et techniciens	Agents de maîtrise
V	1	305	21 693	22 900
	2	335	23 817	25 170
	3	365	25 958	27 440
		395	29 690	

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} mars 2011

Barème des primes d'ancienneté

Base : 35 heures.

Valeur du point : 4,60 €.

Ce barème tient compte des majorations de 5 % pour les ouvriers et 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier prévues par l'article 7 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence.

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RMH	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
I	1	140	842,38	42,12	84,24	101,09	126,36
	2	145	846,95	42,35	84,70	101,63	127,04
	3	155	851,53	42,58	85,15	102,18	127,73
II	1	170	856,09	42,80	85,61	102,73	128,41
	3	190	917,70	45,89	91,77	110,12	137,66
III	1	215	1 038,45	51,92	103,85	124,61	155,77
	3	240	1 159,20	57,96	115,92	139,10	173,88
IV	1	255	1 231,65	61,58	123,17	147,80	184,75
	2	270	1 304,10	65,21	130,41	156,49	195,62
	3	285	1 376,55	68,83	137,66	165,19	206,48

Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RMH	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
I	1	140	842,38	42,12	84,24	101,09	126,36
	2	145	846,95	42,35	84,70	101,63	127,04
	3	155	851,53	42,58	85,15	102,18	127,73
II	1	170	856,09	42,80	85,61	102,73	128,41
	2	180	860,66	43,03	86,07	103,28	129,10
	3	190	873,71	43,69	87,37	104,85	131,06
III	1	215	989	49,45	98,90	118,68	148,35
	2	225	1 035	51,75	103,50	124,20	155,25
	3	240	1 104	55,20	110,40	132,48	165,60
IV	1	255	1 173	58,65	117,30	140,76	175,95
	2	270	1 242	62,10	124,20	149,04	186,30
	3	285	1 311	65,55	131,10	157,32	196,65

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RMH	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
V	1	305	1 403	70,15	140,30	168,36	210,45
	2	335	1 541	77,05	154,10	184,92	231,15
	3	365	1 679	83,95	167,90	201,48	251,85
		395	1 817	90,85	181,70	218,04	272,55

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RMH	5 % après 3 ans	10 % après 6 ans	12 % après 12 ans	15 % après 15 ans
III	1	215	1 058,23	52,91	105,82	126,99	158,73
	3	240	1 181,28	59,06	118,13	141,75	177,19
IV	1	255	1 255,11	62,76	125,51	150,61	188,27
	3	285	1 402,77	70,14	140,28	168,33	210,42
V	1	305	1 501,21	75,06	150,12	180,15	225,18
	2	335	1 648,87	82,44	164,89	197,86	247,33
	3	365	1 796,53	89,83	179,65	215,58	269,48
		395	1 944,19	97,21	194,42	233,30	291,63